



Les Entretiens Eurafricains de Dakar¹ ou la création d'un véritable espace de débat public



CLAUDE FISCHER-HERZOG
Directrice d'ASCPE,
**LES ENTRETIENS EUROPÉENS
& EURAFRICAINS**



ANDRÉ-FRANCK AHOJO
Ex directeur adjoint,
LES ENTRETIENS EURAFRICAINS

Les Entretiens Eurafricains de Dakar ont rassemblé plus de 600 acteurs de la société civile, entrepreneurs et élus locaux, jeunes étudiants, économistes et juristes, pour un dialogue avec les institutions d'Europe et d'Afrique. Les questions complexes du développement ont été débattues avec la volonté de vérifier si l'Union régionale est moteur d'une croissance inclusive. Rien d'évident tant les freins à la réalisation d'un espace intégré, venant des États ou des sociétés, existent.

La question sécuritaire constitue sans doute le premier frein à l'intégration régionale, mais les barrières tarifaires et non tarifaires (comme les problèmes aux frontières et la corruption) sont un véritable handicap. Par ailleurs, les administrations sont nationales et les systèmes éducatifs ne forment pas aux métiers industriels et à la mobilité. La faiblesse des infrastructures de transport et dans l'énergie empêche la croissance économique inclusive. Et il n'est pas sûr que les États et les sociétés aient envie

de mutualiser leurs ressources pour un développement plus solidaire ! En effet, la croissance, de 5 % par an depuis une dizaine d'années en Afrique de l'Ouest, n'est pas pour tout le monde. Pire, les inégalités s'aggravent.

Conscients que leurs institutions devront se réformer pour pouvoir construire un marché commun et des politiques économiques et industrielles communes, les participants ont échangé « sans langue de bois » sur la réforme de la politique économique et monétaire de l'Uemoa², le rôle de la BCEAO³, l'impulsion que devrait donner la Cedeao, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, ou sur le rôle que pourrait jouer la BRVM, la Bourse des valeurs mobilières, pour les PME et les collectivités locales. Ces dernières, très présentes, sont apparues comme des acteurs qui vont jouer un rôle de plus en plus important pour un développement plus harmonieux entre les villes et les campagnes. Certes, elles n'ont pas encore les moyens de leur développement, et il faudra inventer au niveau local et national une fiscalité qui

ne détruit pas l'économie informelle, un atout africain, véritable vivier des futurs entrepreneurs. Quant à la monnaie, il n'y aura pas de bing bang, mais chacun est conscient qu'il faut engager un processus de réforme pour créer une monnaie unique au niveau de la Cedeao, qui pourrait être déconnectée de l'euro, et l'accompagner de véritables politiques économique et budgétaire qui permettraient de faire émerger des projets transfrontières et de soutenir les pays les plus pauvres. Des idées neuves, comme une monnaie locale dans la zone permettant aux collectivités défavorisées de pouvoir vendre et acheter, ou la création des guichets « pilotes » pour lever l'épargne en milieu rural et l'investir dans des projets locaux, ou encore faire de la diaspora un nouvel actionnaire pour l'investissement... méritent d'être creusées. L'Afrique devra inventer son propre modèle de développement, elle ne pourra pas transposer le modèle occidental. L'Europe a accumulé des capitaux en détruisant des solidarités ou en important des richesses de l'Afrique et d'ailleurs. La sous-accumulation du capital

productif est criante en Afrique. Elle ne croîtra pas dans l'attente que les prix des matières premières se relèvent. Les Africains doivent compter sur la formation de classes d'entrepreneurs-producteurs capables d'innover en veillant à consolider leurs solidarités sur les territoires, ruraux et urbains. La construction massive d'infrastructures et une union douanière favorisant les échanges, le développement de l'électricité permettant l'industrialisation, la construction d'écoles professionnelles panafricaines développant des compétences mieux adaptées aux besoins des entreprises, l'évaluation des projets transfrontières comme la mise en valeur du fleuve Sénégal, ou la grande Muraille verte, ont fait l'objet de tables rondes et de témoignages. Comment financer ces projets et investissements et mobiliser l'épargne pour un développement endogène ? Les acteurs bancaires, publics et privés ont débattu avec les fonds d'investissement des innovations financières sur le marché africain... Et parce que l'économie politique ne peut pas s'appréhender sans son soubassement culturel et historique, la culture a été au cœur d'un échange passionné, anticipant la quatrième édition du festival « Une semaine Eurafricaine au cinéma » qui a eu lieu à

Paris du 18 au 24 juin prochain sur « Le droit à la mémoire », et que nous dupliquons à Bamako en décembre.

Sans développement intégré et mobilité, les pays en voie de peuplement – comme les a définis Jean-Marie Cour, grand démo-économiste présent à Dakar – connaîtront plus de misère et de

« Afrique devra s'interconnecter avec elle-même et ses régions devront coopérer entre elles »

guerres... Et si les opérations militaires comme Barkhane sont nécessaires face au terrorisme et aux conflits, elles ne peuvent pas remplacer la mobilisation contre l'insécurité et pour un développement partagé. L'Afrique devra s'interconnecter avec elle-même et ses régions devront coopérer entre elles. Les défis qui l'attendent sont inédits : sociaux, économiques, démographique et clima-

tique... Ils concernent le monde entier et plus encore l'Europe qui a des responsabilités historiques. Parallèlement aux options pour la réforme des États et des institutions régionales capables de politiques publiques et d'investissement dans les écoles, la santé, les infrastructures de réseaux pour les échanges et l'industrialisation, les échanges ont pointé l'urgence de créer des espaces publics de débat pour clarifier les réalités complexes de nos sociétés et leurs interdépendances et permettre aux populations ouest-africaines, et aux jeunes en particulier, de s'engager dans la construction d'une Afrique plus solidaire et un monde plus ouvert et fraternel. Dans cet esprit, ASCPE créera un séminaire sur le défi des peuplements et des migrations que les hommes devront organiser s'ils veulent pouvoir vivre ensemble sur la planète.

¹ Coorganisés par ASCPE et la Cellule d'analyse économique et sociale de la Primature du Sénégal, Les Entretiens Eurafricains ont eu lieu les 5, 6 et 7 février 2018 à l'IAM l'Institut africain de management, sous le haut patronage de son Excellence le Premier ministre Mahammed Boun Abdallah Dionne. Cette 3^e édition est venue « boucler » un 1^{er} cycle de conférences et colloques lancés après le Sommet de la Société civile organisé à Bruxelles en mars 2014 en marge du Sommet des chefs d'État d'Europe et d'Afrique, quatre années marquées par les étapes de Ouagadougou en février 2016, et de Paris en mars 2017. Comptes-rendus disponibles sur le site www.entretiens-europeens.org

² Uemoa : Union économique et monétaire ouest africaine.
³ BCEAO : Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest.

